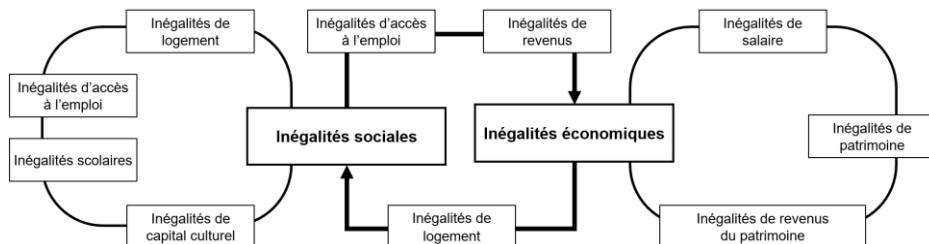


## Question : Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

**Objectif d'apprentissage 1 – Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.**

**Être capable de citer les grandes évolutions des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et montrer que les inégalités économiques et sociales ont des formes multiples et qu'elles se cumulent entre elles.**

- Les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle : au début du XXe siècle, les inégalités économiques sont très fortes, notamment celles de patrimoine. Puis, on observe une diminution des inégalités pendant les guerres mondiales et les « Trente Glorieuses » ; à partir des années 1980, on constate une hausse des inégalités économiques.
- Les inégalités présentent un caractère multiforme c'est-à-dire qu'elles ont des formes multiples. On peut distinguer les inégalités économiques (revenus/patrimoine) et des inégalités sociales (exemples de formes : inégalités de santé et d'espérance de vie, inégalités hommes/femmes, inégalités de réussite scolaire, etc.).
- Les inégalités sont cumulatives c'est-à-dire qu'elles se renforcent mutuellement :



=> Les catégories favorisées voient leurs avantages s'additionner et à l'opposé, les désavantages des catégories défavorisées se renforcent mutuellement.

### Illustrations

**Inégalités de patrimoine :** en 2021, en France, les 10 % des ménages aux patrimoines les plus élevés détiennent 47,1 % de la masse totale du patrimoine brut, selon l'Insee.

**Inégalités scolaires :** en 2021, 65% des élèves des grandes écoles sont d'origine très favorisée contre 8% d'origine défavorisée (chiffres stables depuis 10 ans) selon l'observatoire des inégalités.

**Inégalités d'espérance de vie :** À 35 ans, un homme cadre peut espérer vivre jusqu'à 84 ans, contre 77,6 ans pour un ouvrier, selon l'Insee, en France en 2009-2013.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Inégalités,  
Inégalités économiques,  
Inégalités sociales.

### Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler.

Épreuve composée, partie 3 : Vous montrerez que les inégalités présentent un caractère multiforme et cumulatif.

**Objectif d'apprentissage 2 – Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants).**

### Être capable de lire et d'interpréter les outils de mesure statique

- L'utilisation de quantiles permet de classer la population étudiée en groupes composés du même nombre d'individus par ordre croissant d'une variable donnée (par exemple le revenu ou le patrimoine). La population est souvent scindée en dix groupes, on parle alors de déciles. Le 1er décile (D1) est le niveau de revenu qui sépare d'un côté les 10 % des individus ou ménages qui ont les revenus les plus faibles, et de l'autre les 90 % des individus ou ménages qui ont les revenus les plus élevés. À partir des déciles, on peut calculer le rapport interdécile. (D9/D1 par exemple) Plus il est élevé, plus les inégalités sont fortes. Il est aussi possible de partager la population en quartiles (4 tranches de 25%), en quintiles (5 tranches de 20%) ou en entiles (100 tranches de 1%).
- Top 1 % : Le dernier centile de la population, appelé le top 1%, représente les 1% des ménages les plus aisés. Cela permet de mesurer la part du revenu ou du patrimoine détenu par les 1% les plus aisés. Plus cette proportion est élevée, plus les inégalités sont fortes.
- La courbe de Lorenz permet de représenter graphiquement la répartition, plus ou moins égalitaire, des richesses au sein d'une population donnée. La bissectrice représente la situation parfaitement égalitaire, et plus la courbe de Lorenz est éloignée de la bissectrice, plus les inégalités sont fortes.
- Le coefficient (ou indice) de Gini est un indice synthétique qui permet de mesurer l'ensemble des inégalités observées par la courbe de Lorenz. Il varie entre 0 et 1, 0 étant la situation d'égalité parfaite et 1 la situation la plus inégalitaire.

### Être capable de lire et d'interpréter les outils de mesure dynamique des inégalités

Les outils dynamiques permettent de comparer les générations entre elles. Par exemple, la corrélation de revenu parents-enfants revient à poser la question suivante : dans quelle mesure le revenu des enfants est-il influencé par celui de leurs parents ?

### Exemples de sujets de bac

Partie 2 Épreuve composée Q2 : Vous présenterez les principaux outils de mesure (statique et dynamique) des inégalités.

Partie 2 Épreuve composée Q2 : Montrez que la redistribution améliore la situation économique des plus pauvres.

### Illustrations

Pour les quantiles : en 2019, en France, d'après l'INSEE, les 10 % de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 11 660 euros annuels. Pour les 10 % les plus aisés, ils dépassent 39 930 euros.

Pour le rapport interdécile : En 2019, en France, les 10% des ménages les plus favorisés ont un revenu au moins 3,42 fois plus élevé que les 10% les moins bien favorisés.

Pour la courbe de Lorenz : Les 20 % des personnes les plus modestes détiennent 8,7 % de la somme des niveaux de vie. Les 20 % les plus aisés en détiennent 37,9 %, soit 4,4 fois plus.

Pour le top 1% : En 2018, d'après l'INSEE, les ménages des 1 % de personnes les plus aisées détiennent 6 % du revenu total et 11% du patrimoine immobilier total,

Pour le coefficient de Gini : En 2020, d'après Eurostat, le coefficient de Gini en France pour les inégalités de niveau de vie était de 0.291.

### Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Coefficient de Gini, courbe de Lorenz, top 1%

**Objectif d'apprentissage 3 - Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libéralisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict).**

**Être capable de distinguer l'égalité des droits, l'égalité des chances et l'égalité des situations et comprendre que ces formes sont au fondement de conceptions diverses de la justice sociale.**

- ∴ On distingue plusieurs formes d'égalité : l'égalité des droits (mêmes droits et devoirs, égal traitement devant la loi), l'égalité des chances (l'accès aux positions sociales est indépendant de caractéristiques sociales de départ) et l'égalité des situations (égalité des conditions de vie matérielles).
- ∴ On peut distinguer quatre conceptions principales de la justice sociale reliées à ces formes d'égalité :
  - l'utilitarisme : une société juste est une société qui maximise la somme des bien-être individuels, ce qui compte est le gain total de bien-être même si c'est au sacrifice d'une minorité.
  - le libéralisme : une société juste est une société qui respecte les libertés individuelles et les droits de propriété, la priorité est donnée à l'égalité des droits.
  - l'égalitarisme libéral est une conception qui favorise l'égalité des chances en conciliant liberté et égalité. Les inégalités sont justes si les libertés sont garanties à chaque individu, s'il y a égalité des chances et si elles permettent d'améliorer le sort des plus démunis.
  - l'égalitarisme strict favorise l'égalité des situations puisque l'égalité des droits est insuffisante et l'égalité des chances n'est pas atteinte.

**Illustrations**

Égalité des droits : liberté de réunion, droit de propriété, lois favorables à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes  
 Égalité des chances : zones d'éducation prioritaire, obligation pour chaque ville d'avoir 25% de logements sociaux  
 Égalité des situations : l'impôt progressif sur le revenu permet de réduire les inégalités de revenu

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Égalité des droits, égalité des chances, égalité des situations, justice sociale, utilitarisme, libéralisme, égalitarisme libéral, égalitarisme strict

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : Distinguez égalité des droits et égalité des chances.

Dissertation : En quoi les différentes formes d'égalité permettent-elles de définir ce qui est considéré comme juste selon les principales conceptions de la justice sociale ?

**Objectif d'apprentissage 4 - Comprendre que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations) s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations).**

**Être capable de montrer comment les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale avec différentes mesures.**

Les pouvoirs publics contribuent à la justice sociale de quatre manières : la protection sociale, la fiscalité, les services collectifs et la lutte contre les discriminations.

- ∴ La protection sociale fonctionne sur deux logiques : une logique d'assistance (versement de prestations sociales sous conditions de ressources) et une logique d'assurance (protection contre les risques sociaux sous réserve de cotisations préalables : maladie, vieillesse, maternité, accident du travail, chômage)
- ∴ La fiscalité : permet de réduire directement les inégalités via la progressivité de l'impôt, et indirectement en permettant le financement de prestations sociales et de services collectifs.
- ∴ Les services collectifs sont l'ensemble des services non marchands, fournis à titre gratuit ou quasi-gratuit par les administrations publiques, et financés par les prélèvements obligatoires. Les individus ont ainsi accès à des services qu'ils ne pourraient pas prendre en charge à titre individuel.
- ∴ Dans une logique d'égalité des chances, l'action des pouvoirs publics vise de plus en plus à lutter contre les discriminations, afin d'assurer à tous les mêmes droits et les mêmes chances de réussite. La discrimination est définie par la loi comme une inégalité de traitement entraînant des préjudices subis par les individus en raison d'une caractéristique sociale, ethnique, sexuelle, religieuse, etc. Cela peut se traduire par la mise en place de sanctions à l'encontre des pratiques discriminatoires et de politiques de discrimination positive (quotas de boursiers dans l'enseignement supérieur, quotas de femmes sur les listes électorales, établissement REP, etc.).

**Être capable de montrer que l'action des pouvoirs publics est soumise à une contrainte de financement**

L'action des pouvoirs publics est remise en cause en raison de son coût. Le système de protection sociale fait face à une augmentation des dépenses (vieillesse de la population, hausse des dépenses de santé, précarisation croissante des emplois...) non compensée par des recettes suffisantes, ce qui génère un déficit public et un accroissement de la dette publique.

**Être capable de montrer que l'action des pouvoirs publics fait l'objet de débats.**

L'efficacité est questionnée. Certaines inégalités ne diminuent pas de manière significative et d'autres se maintiennent. De plus, les mesures peuvent entraîner des effets pervers (désincitations au travail possibles du fait de prestations sociales, taux d'imposition trop élevé qui pourrait désinciter au travail, à l'investissement, etc.). Le consentement à l'impôt et la légitimité de l'intervention des pouvoirs publics se trouvent affaiblis lorsque les niveaux d'imposition et l'action des pouvoirs publics ne sont pas perçus comme équitablement partagés et répartis par toutes les catégories sociales.

**Illustrations**

Exemples de service collectif : système éducatif, hôpital, gymnase, bibliothèque municipale...  
 Le Défenseur des droits est une institution chargée de lutter contre les discriminations en France.  
 Débat : d'un côté, les politiques d'exonération de cotisations sociales réduiraient les recettes mais d'un autre côté, elles favoriseraient l'embauche.

**Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes**

Assurance, assistance, discrimination, fiscalité, protection sociale, services collectifs

**Exemples de sujets de bac**

Épreuve composée, partie 1 : Présentez un moyen par lequel les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale peut produire des effets pervers.

Dissertation : Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?